



AGENCE ROSSI

04 79 37 61 75



contact@agence-rossi.fr

www.agence-rossi.fr



50 rue Suarez

73200 ALBERTVILLE



COMMUNE D'ARVILLARD



Juin 2021

Source photo : <https://www.geoportail.gouv.fr/carte>

COMMUNE D'ARVILLARD PLAN LOCAL D'URBANISME



**MODIFICATION N°5 REALISEE SELON PROCEDURE
« SIMPLIFIEE »
NOTICE**

Document en date du 01 juin 2021	Consultation de l'Autorité Environnementale et notification aux personnes publiques associées
----------------------------------	---

Réf. : 21-041

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
INTRODUCTION	2
1 ADAPTATIONS APORTEES AU PLU.....	5
1.1 Zonage : secteur du Châtelard	5
1.1.1 Motivation des évolutions du PLU	5
1.1.2 Enjeux du site	6
1.1.3 Adaptations apportées au PLU	12
1.1.4 Incidences de l'évolution du PLU	13
1.2 Règlement des zones Naturelles	15
1.2.1 Motivation des évolutions du PLU	15
1.2.2 Adaptations apportées au PLU	16
1.2.3 Incidences de l'évolution du PLU	19
2 COMPATIBILITE DE LA MODIFICATION AVEC LE CODE DE L'URBANISME ET AVEC LE SCOT DE METROPOLE SAVOIE.....	20
2.1 Compatibilité avec le Code de l'urbanisme.....	20
2.2 Compatibilité avec le SCOT.....	20
3 TABLEAU DES SURFACES	22
TABLE DES ILLUSTRATIONS	23
ANNEXE	24

INTRODUCTION

Historique de l'évolution du PLU de la commune d'Arvillard

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Arvillard a été approuvé le 21 avril 2005. Il a, depuis, fait l'objet des évolutions suivantes :

- modification n°1 approuvée le 26 juin 2009
- modification n°2 approuvée le 4 juin 2010
- modification n°3 (points du règlement et régularisation du zonage) approuvée le 19 mai 2014
- modification n°4 (aménagement Saint Hugon) approuvée le 19 mai 2014

La présente modification du PLU est donc la cinquième ; elle relève de la procédure simplifiée.

Objet de la modification simplifiée n°1

La présente procédure porte sur les points suivants :

Zonage :

- Secteur du Châtelard : création d'un secteur Agricole dans lequel les constructions agricoles sont autorisées

Règlement :

- Zones Naturelles : autoriser l'extension limitée et les annexes aux habitations existantes en zone N

La procédure est soumise à l'avis de l'Autorité Environnementale (AE) dans le cadre de l'évaluation environnementale au cas par cas.

Principaux articles du code de l'urbanisme concernés

Ces adaptations peuvent être mises en œuvre dans le cadre d'une modification simplifiée. Les articles qui s'appliquent plus particulièrement à la présente procédure sont les suivants :

Article L.153-36

Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

Commune d'Arvillard – modification n°5, selon procédure simplifiée

Article L.153-31

Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

- 1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- 2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- 3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- 4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.
- 5° Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

Article L.153-37

La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification.

Article L.153-40

Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification.

Modification

Article L.153-41

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- 4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code.

Modification simplifiée

Article L.153-45

Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L. 153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L. 151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une

Commune d'Arvillard – modification n°5, selon procédure simplifiée

procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

Article L.153-47

Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Ces observations sont enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée

Article L.153-48

L'acte approuvant une modification simplifiée devient exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

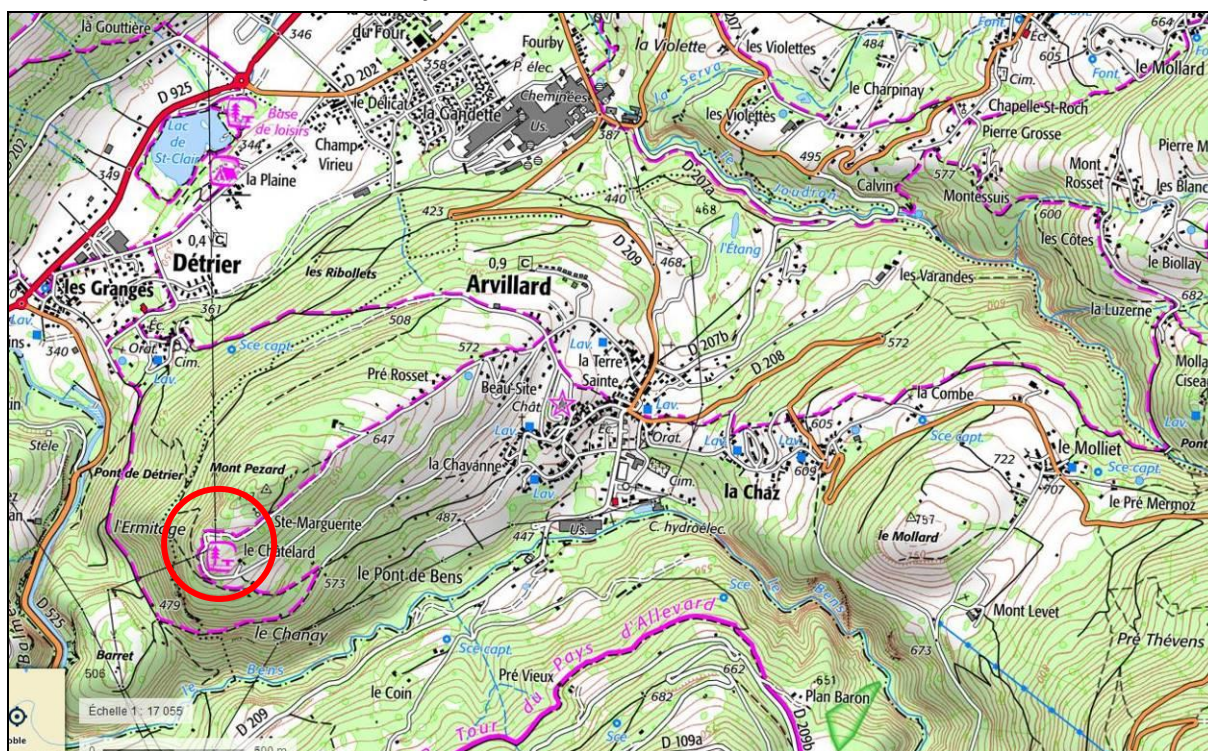
1 ADAPTATIONS APPORTEES AU PLU

1.1 ZONAGE : SECTEUR DU CHATELARD

1.1.1 Motivation des évolutions du PLU

Un apiculteur professionnel, possédant environ 300 ruches, souhaite installer sa miellerie pour l'extraction et la mise en pot du miel dans le secteur du Chatelard, sur les parcelles OA 1766, 1275 et 1276. Le site, situé à l'extrémité ouest du Mont Pezard, est accessible par le chemin communal du Châtelard. Une ancienne carrière de lauze, dont l'exploitation a cessé dans les années 1940, se trouve à proximité immédiate.

Carte 1 : Localisation du site objet de l'évolution



Les parcelles objets du projet sont classées en zone As - secteur agricole définissant des secteurs à enjeu paysager et agricole sans aucune constructibilité, ce qui ne permet pas la construction de la miellerie.

Une évolution du PLU est donc nécessaire pour reclasser le périmètre concerné en zone A dans laquelle les constructions agricoles sont autorisées.

1.1.2 Enjeux du site

Enjeu paysager

Le périmètre de l'ancienne carrière se situe dans un lieu isolé, avec peu de vis-à-vis. La forêt, composée principalement de feuillus (chênes, érables, hêtres, châtaigniers, quelques bouleaux) et de rares épicéas, constitue un masque qui limite grandement la visibilité, y compris dans le grand paysage. Il s'agit d'un « renforcement » dans le versant, qui n'est découvert qu'au dernier moment.

Carte 2 : Localisation sur orthophoto



Photo 2 : Vue directe sur le site depuis le chemin à l'ouest



Photo 3 : Vue sur le site depuis le chemin, légèrement au nord-ouest



Une ligne électrique passe quasiment au-dessus de l'ancienne carrière.

Le terrain est nivelé, en terre, avec une végétation quasi absente lors du passage au 23 février 2021. Seuls quelques tussilages, caractéristiques des terrains remodelés, ont été observés. Le périmètre est occupé par des tas de bois sur une bonne partie de la périphérie, un peu de matériel et une quinzaine de ruches.

Comme l'illustre la Photo 4, la vue depuis le site reste limitée.

Photo 4 : Vue depuis le site en direction de l'ouest



Commune d'Arvillard – modification n°5, selon procédure simplifiée

Seul un chemin de randonnée passe à proximité des carrières où est prévue l'implantation de la miellerie.

L'enjeu paysager du secteur est donc très limité.

Enjeu en termes de biodiversité

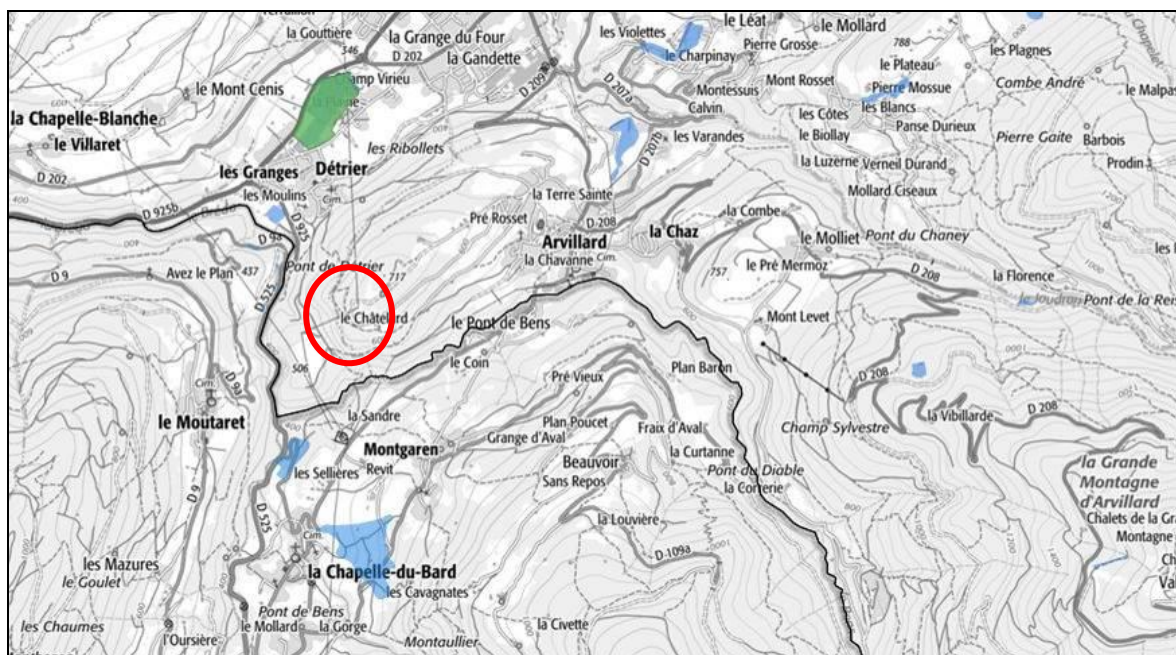
Aucune zone Natura 2000 n'est définie sur la commune d'Arvillard ou à proximité du site du Chatelard.

La Commune est concernée par trois ZNIEFF de type 1 :

- Versant ouest de la vallée des Villards
- Forêt de Saint-Hugon, vallée de Bens
- Combe de la Frêche, combe de Lachat, Plan de Lai, combe de l'Arbet neuf.

Le périmètre objet de l'évolution est à bonne distance des ZNIEFF de type 1 et des zones humides recensées sur Arvillard ou les communes voisines.

Carte 3 : Zones humides et ZNIEFF de type 1 dans les environs du Chatelard



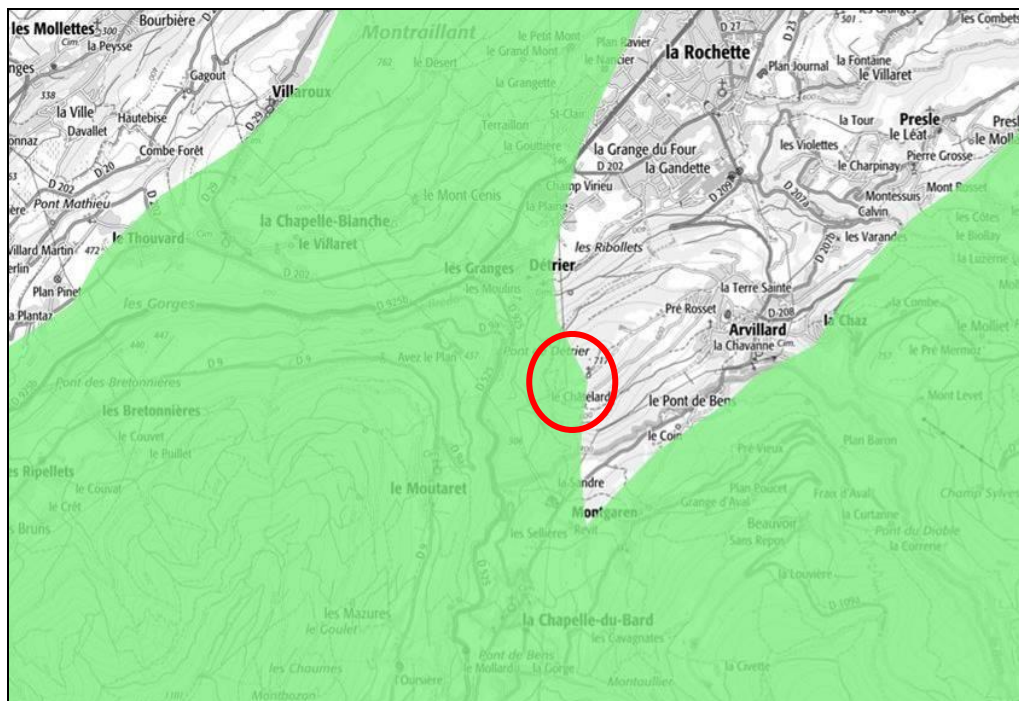
Source : https://carto.datara.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map

Deux ZNIEFF de type 2 touchent la commune d'Arvillard :

- Contreforts occidentaux de la chaîne de Belledonne
- Massif de Belledonne et chaîne des Hurtières

Le site objet de l'évolution du PLU se situe sur une bordure de la ZNIEFF de type 2 « Contreforts occidentaux de la chaîne de Belledonne ». Au vu de la localisation du projet par rapport au périmètre de la ZNIEFF l'enjeu est très faible.

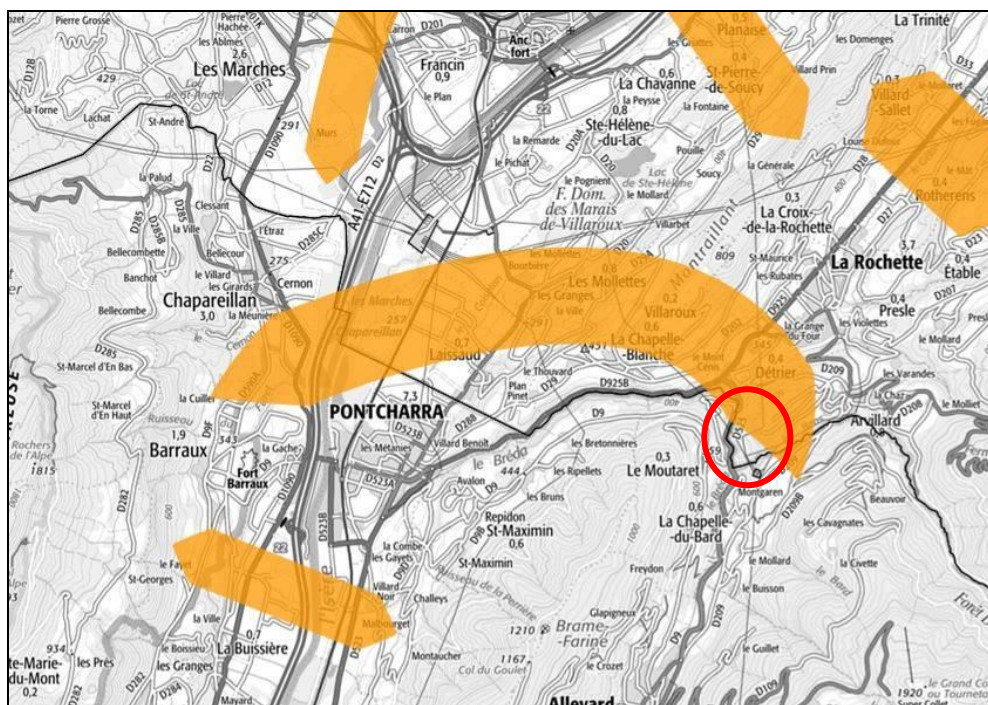
Carte 4 : ZNIEFF de type 2 dans les environs du Chatelard



Source : https://carto.datara.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map

Le SRADDET identifie un corridor reliant Belledonne à la Chartreuse et passant par le Mont Pezard. L'évolution du PLU est prévue sur la périphérie du corridor, qui couvre davantage la partie nord de cette colline. L'enjeu vis-à-vis du fonctionnement du corridor est donc très faible.

Carte 5 : Corridors identifiés au SRADDET



Source : https://carto.datara.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map

Le site a déjà été remanié pour des activités de carrières, puis par des remises en état. Il présente donc un faible intérêt quant aux espèces floristiques pouvant être présentes.

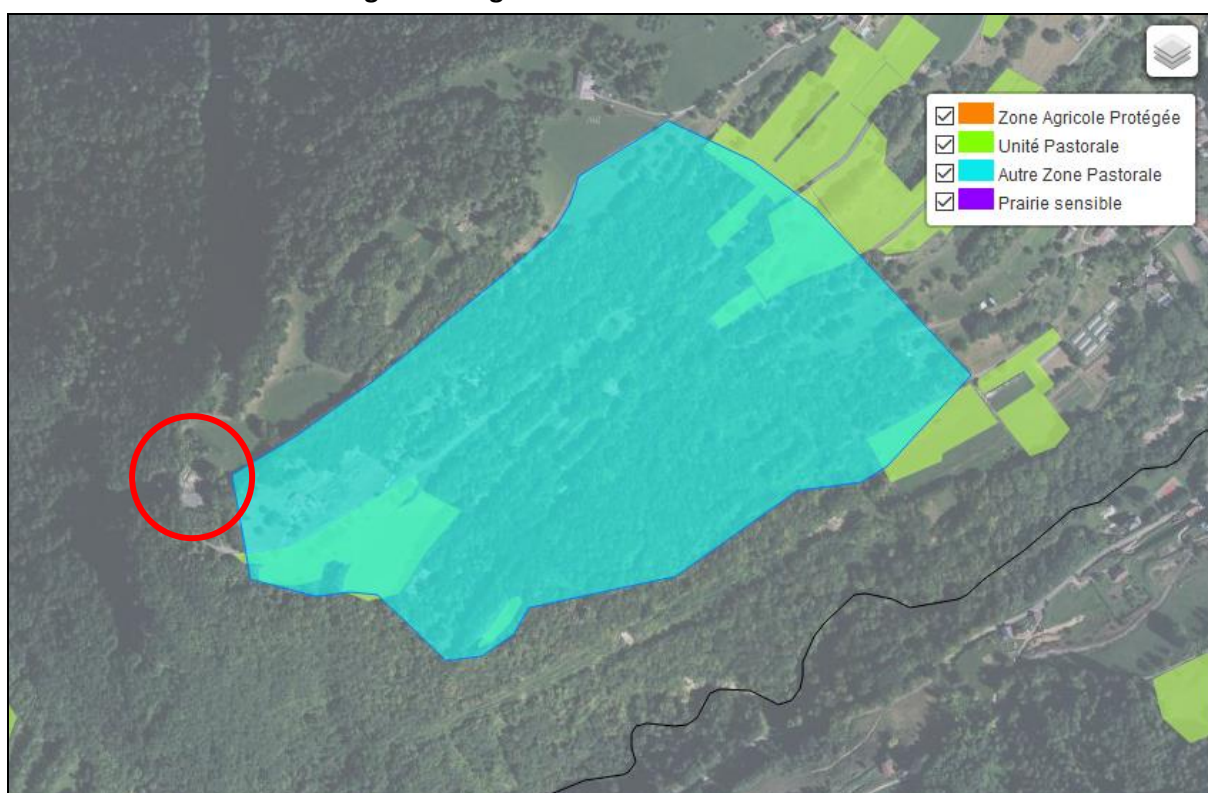
L'enjeu en termes de biodiversité du secteur est donc très limité.

Enjeu agricole

Le périmètre objet de l'évolution ne présente aucun usage agricole. Il n'appartient ni à une Zone Agricole Protégée (ZAP), ni à une unité pastorale ou autre zone pastorale et n'est pas recensé comme prairie sensible, ainsi qu'en témoigne la carte ci-dessous.

De même, les photos ci-dessus démontrent l'absence d'usage agricole du site, si ce n'est la présence de ruches.

Carte 6 : Carte des zones agricoles réglementées



Source : <http://www.observatoire.savoie.equipement-agriculture.gouv.fr/Communes/cartagri.php>

L'enjeu agricole du site, en termes d'usage, est donc nul.

Prise en compte des risques naturels

Le périmètre, vu son éloignement des zones habitées, n'est pas étudié par le PIZ réalisé en 2002. Une expertise des risques naturels a donc été réalisée en avril 2021 par l'Agence Alp'Géorisques sur le secteur (cf. annexe pour le détail). Elle conclut que la zone du projet est partiellement soumise à un aléa moyen et fort de chute de blocs. Le haut du front de taille est quant à lui soumis à un aléa fort de régression (largeur de 5 mètres).

Figure 1 : Extrait du zonage de l'aléa sur le secteur du Chatelard

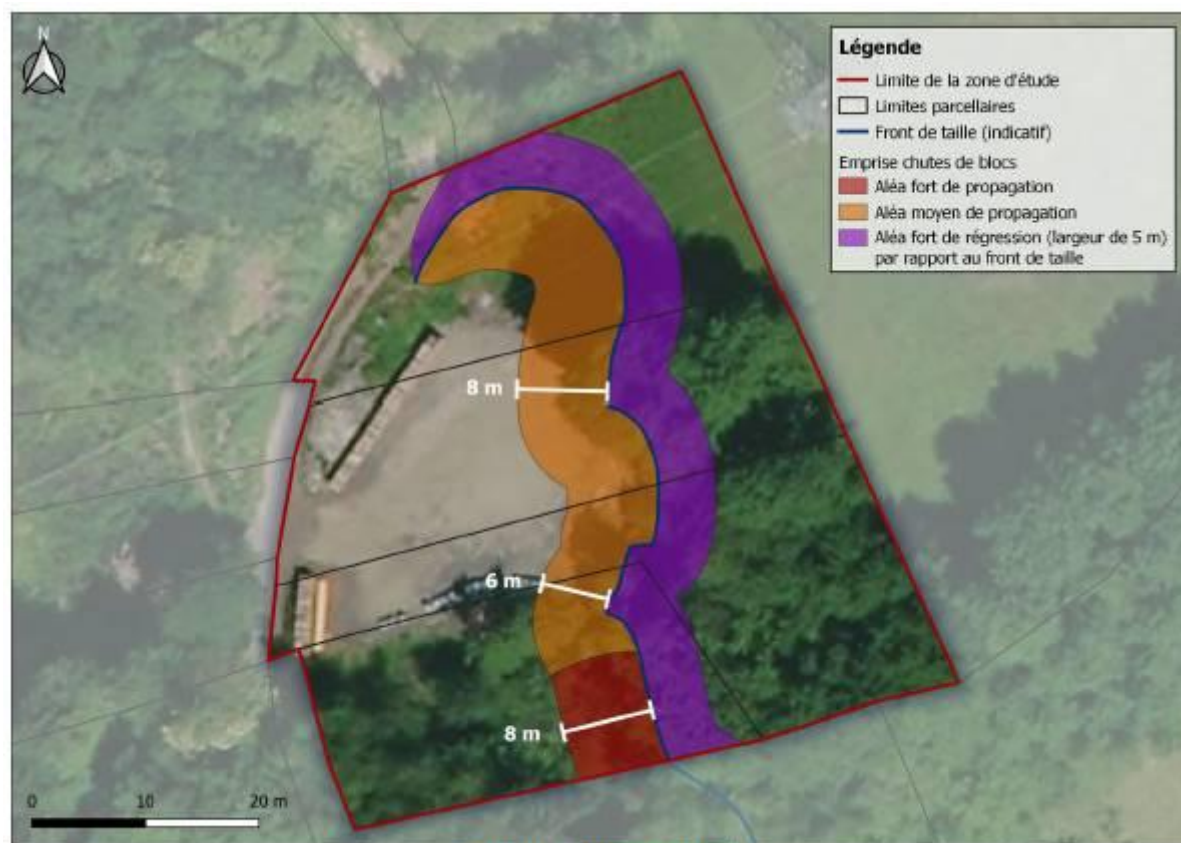


Figure III.3: Zonage de l'aléa

Source : Alp'Géorisques, Expertise des risques naturels au niveau d'un projet de miellerie au lieu-dit Le Châtelard, commune d'Arvillard, rapport de synthèse, avril 2021.

Une partie importante du périmètre d'étude reste cependant constructible.

L'enjeu, en termes de prise en compte des risques, est donc fort.

1.1.3 Adaptations apportées au PLU

Environ 510 m² passent de zone As en zone A, pour permettre les constructions agricoles. Une fenêtre à échelle adaptée sera insérée dans le plan au 1/10000, de façon à localiser précisément le secteur classé en zone A, en fonction de l'étude des risques naturels.

Figure 2 : Zonage actuel

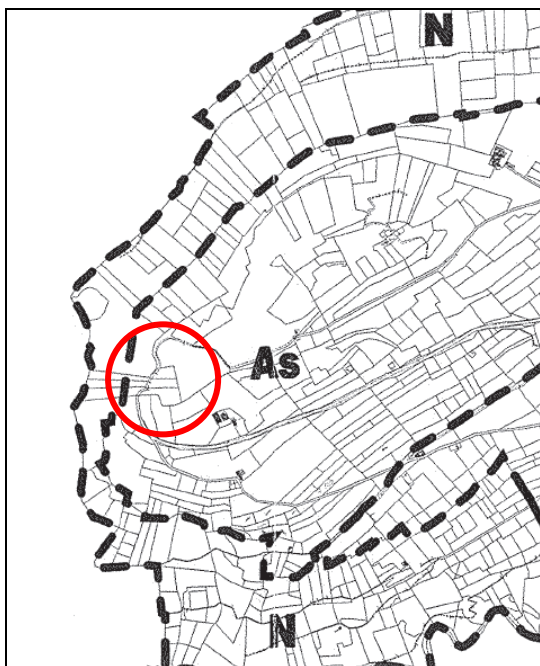


Figure 3 : Zonage proposé

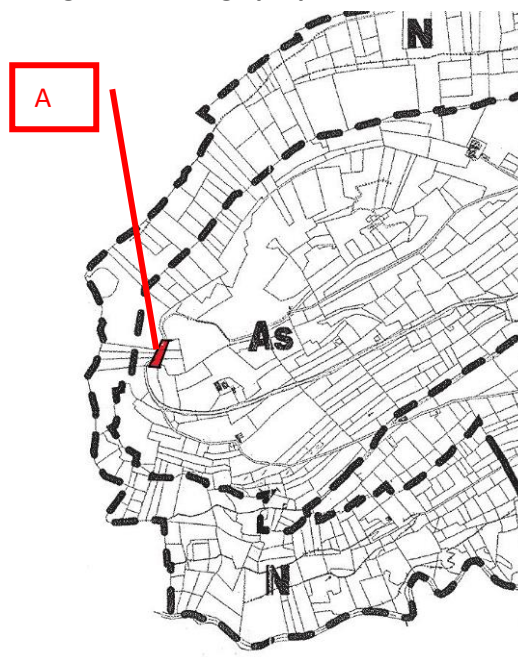
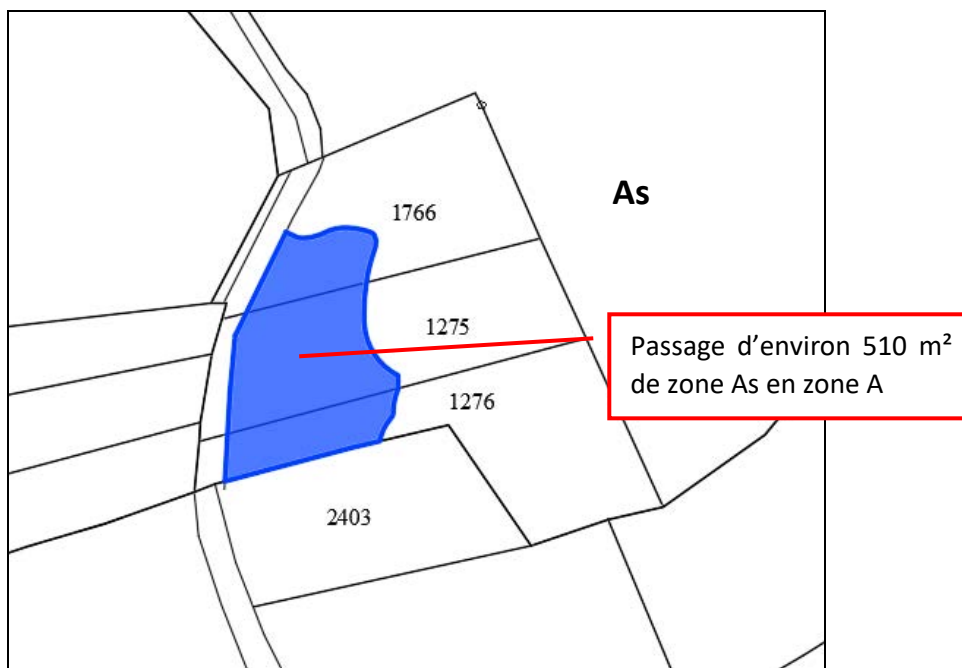


Figure 4 : Zonage proposé – zoom sur le parcellaire



1.1.4 Incidences de l'évolution du PLU

Incidences sur le paysage

Le secteur est peu visible dans le grand paysage et n'est guère fréquenté. La localisation dans un mouvement de terrain réduit considérablement l'incidence paysagère de la miellerie autorisée par l'évolution du PLU.

L'incidence paysagère de l'évolution du PLU restera très limitée.

Incidences sur la biodiversité

Le périmètre sur lequel porte l'évolution du PLU se situe dans une ZNIEFF de type 2 et un corridor écologique. Il s'agit d'autoriser, sur une infime partie de ces deux éléments de la trame verte et bleue, une miellerie. Le site a déjà été remanié. Il ne présente donc pas un grand enjeu d'un point de vue environnemental.

La fréquentation du site n'est pas susceptible d'augmenter de façon significative eue égard à celle déjà existante du fait de la présence d'un sentier de randonnée. Aucune occupation humaine à temps plein n'est prévue. Le fonctionnement du corridor ne sera pas remis en cause, notamment au regard de l'importante masse boisée couvrant le Mont Pezard et permettant les circulations de la faune.

L'incidence de l'évolution du PLU sur la biodiversité est très faible.

Incidences sur l'activité agricole

L'évolution du PLU permet l'installation d'un bâtiment à destination d'apiculture (extraction du miel et mise en pot,...) dans un site ne présentant aucun enjeu agricole en termes de valeur agronomique des terres.

Faciliter le développement d'une activité apicole participe au maintien, voire au développement, des espèces pollinisatrices et donc nécessaires à la biodiversité.

L'incidence de l'évolution du PLU sur l'activité agricole et sur la biodiversité en générale est donc positive.

Prise en compte des risques naturels

Le zonage A tient compte des résultats de l'expertise des risques naturels et exclut donc les secteurs soumis à un aléa fort ou moyen de chute de bloc, comme on peut le voir sur la carte de superposition ci-dessous.

Figure 5 : Superposition du zonage Agricole et de la carte des aléas.



- Secteur classé en A
- Emprise chute de bloc
- Aléa fort de propagation
- Aléa moyen de propagation
- Aléa fort de régression (largeur 5 m) par rapport au front de taille

Les risques naturels sont donc correctement pris en compte.

1.2 REGLEMENT DES ZONES NATURELLES

1.2.1 Motivation des évolutions du PLU

Une habitation située dans l'enveloppe bâtie n'a pas été incluse dans la zone Urbaine lors de l'élaboration du PLU. Toute évolution de type extension ou annexe est donc impossible, malgré sa situation.

Une évolution du règlement de la zone N, pour permettre à toutes les habitations, sous conditions, des extensions et annexes est donc proposée. A lecture du zonage, seule la construction évoquée ci-dessus est concernée.

Carte 7 : Localisation de la construction classée en zone Naturelle

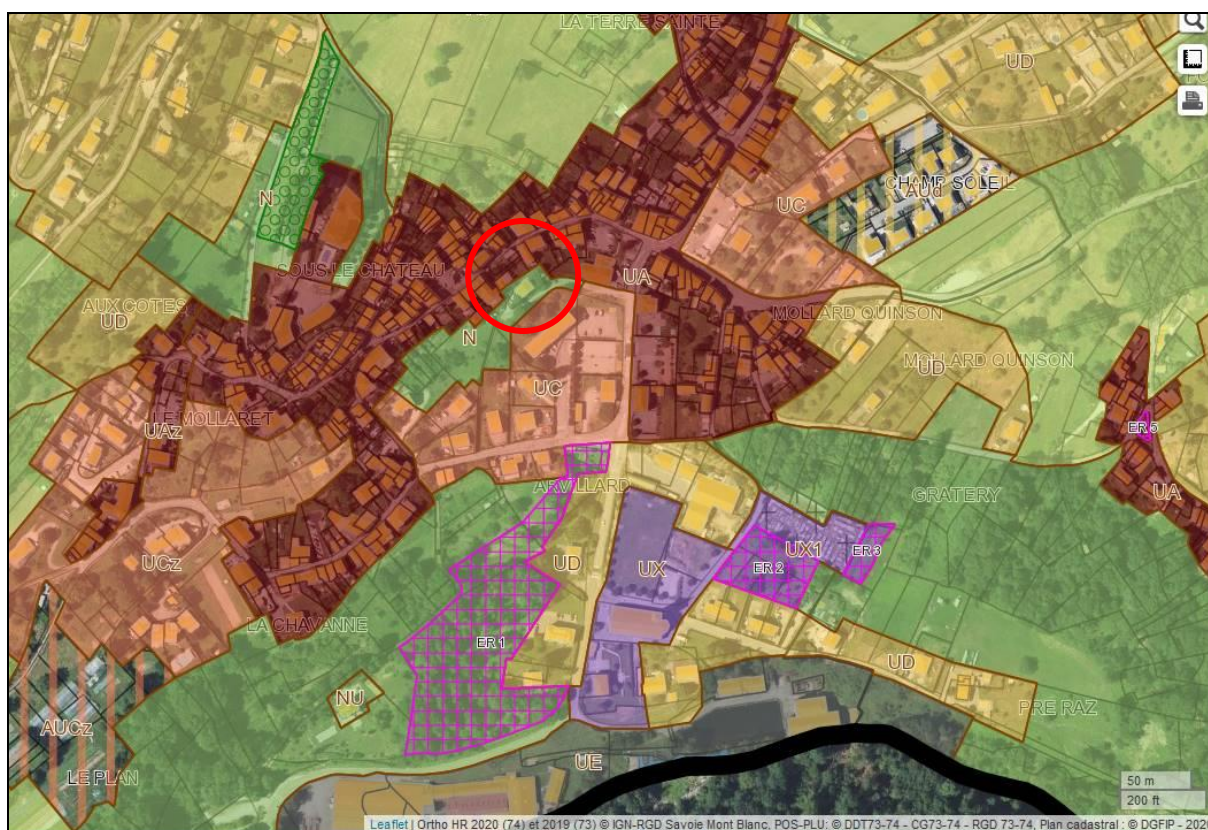


Photo 5 : Construction classée en zone Naturelle



1.2.2 Adaptations apportées au PLU

Sont complétés

- L'article 1 – occupations et utilisations du sol interdites, pour ne pas interdire sur tout le territoire les annexes isolées ou séparées.
- L'article 2 – occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières, pour autoriser les extensions et annexes aux habitations de façon limitée.

En application de l'article L.151-13 du code de l'urbanisme, afin d'assurer l'insertion de ces extensions et annexes dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone, est complété :

- L'article 10 – hauteur des constructions, pour préciser la hauteur des annexes et extensions aux habitations hors secteur Nu.

Et sont ajoutés :

- Un article 8 – implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété, pour préciser l'implantation des annexes aux habitations existantes, de façon à assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.
- Un article 9 – emprise au sol, pour préciser l'emprise au sol des extensions et annexes aux habitations autorisées.

Les évolutions figurent en rouge.

Règlement actuel	Règlement proposé
Article N 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES - Les constructions de logements. - L'extension et le changement de destination des chalets d'alpage. - Les constructions à usage agricole, artisanal ou industriel. - Les annexes isolées ou séparées (indépendantes du bâtiment principal), hors secteurs Nu - L'ouverture ou l'extension de carrières. - Le stationnement de caravanes isolées. - Les terrains de camping et de caravaning. - Les habitations légères de loisirs. - Les occupations et utilisations du sol néfastes au caractère des zones de marais, en particulier les mises en culture ou en boisement, ainsi que les interventions de toute nature contribuant à l'assèchement. Et plus généralement, les occupations et utilisations du sol susceptibles d'avoir des conséquences dommageables pour l'environnement, conduire à la destruction d'espaces boisés, présenter un risque de nuisance ou compromettre la stabilité des sols, aggraver les conditions d'écoulement des eaux.	Article N 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES - Les constructions de logements. - L'extension et le changement de destination des chalets d'alpage. - Les constructions à usage agricole, artisanal ou industriel. - Les annexes isolées ou séparées (indépendantes du bâtiment principal), hors secteurs Nu et hors autorisation spécifique prévue à l'article 2. - L'ouverture ou l'extension de carrières. - Le stationnement de caravanes isolées. - Les terrains de camping et de caravaning. - Les habitations légères de loisirs. - Les occupations et utilisations du sol néfastes au caractère des zones de marais, en particulier les mises en culture ou en boisement, ainsi que les interventions de toute nature contribuant à l'assèchement. Et plus généralement, les occupations et utilisations du sol susceptibles d'avoir des conséquences dommageables pour l'environnement, conduire à la destruction d'espaces boisés, présenter un risque de nuisance ou compromettre la stabilité des sols, aggraver les conditions d'écoulement des eaux.

<p>L'extension (hors du volume initial) des constructions repérées au document graphique par une étoile.</p>	<p>L'extension (hors du volume initial) des constructions repérées au document graphique par une étoile.</p>
<p>Article N 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES</p> <p>Les exhaussements ou les affouillements de sol à condition qu'ils soient liés à des opérations de valorisation écologique du milieu naturel ou nécessaires à la réalisation d'aménagements de surface, de constructions ou installations autorisées dans la zone.</p> <p>Pour les bâtiments repérés en Nu, sont autorisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> _ La réhabilitation et l'amélioration des constructions existantes avec ou sans changement de destination dans le volume existant. _ L'extension limitée à 30% de la surface de plancher existante, et inférieure à 60 m² de surface de plancher nouvelle (extension non renouvelable). _ les annexes de l'habitation et les piscines à condition qu'elles soient implantées sur le même îlot de propriété que la construction principale (implantation en limite de parcelle interdite). _ les locaux et abris destinés aux animaux de moins de 20 m² de surface de plancher. _ La reconstruction après sinistre. _ La reconstruction ou restauration d'un bâtiment dont il reste l'essentiel des murs porteurs, si son intérêt architectural et patrimonial en justifie le maintien, sous réserve de destinations compatibles avec le caractère de la zone. <p>En sous-secteur NUKz de St Hugon, sont autorisés : non modifié.</p>	<p>Article N 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES</p> <p>Les exhaussements ou les affouillements de sol à condition qu'ils soient liés à des opérations de valorisation écologique du milieu naturel ou nécessaires à la réalisation d'aménagements de surface, de constructions ou installations autorisées dans la zone.</p> <p>Sous réserve de la prise en compte des risques naturels, <u>les bâtiments d'habitation situés en zone naturelle</u> peuvent faire l'objet d'une extension limitée à 30 m² d'emprise au sol (toute extension est comptabilisée à partir de l'approbation du PLU). Ces travaux sont autorisés à la condition que les accès, notamment en hiver, et les capacités des réseaux soient suffisants et qu'il ne soit pas porté atteinte au caractère architectural du bâti.</p> <p><u>Les bâtiments d'habitation situés en zone naturelle</u> peuvent faire l'objet de maximum 1 annexe d'une emprise au sol inférieure ou égale à 30 m², implantées pour tout ou partie à une distance de 10 mètres au maximum de l'habitation. Ces travaux sont autorisés à la condition que les accès, notamment en hiver, et les capacités des réseaux soient suffisants.</p> <p>Pour les bâtiments repérés en Nu, sont autorisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> _ La réhabilitation et l'amélioration des constructions existantes avec ou sans changement de destination dans le volume existant. _ L'extension limitée à 30% de la surface de plancher existante, et inférieure à 60 m² de surface de plancher nouvelle (extension non renouvelable). _ les annexes de l'habitation et les piscines à condition qu'elles soient implantées sur le même îlot de propriété que la construction principale (implantation en limite de parcelle interdite). _ les locaux et abris destinés aux animaux de moins de 20 m² de surface de plancher. _ La reconstruction après sinistre. _ La reconstruction ou restauration d'un bâtiment dont il reste l'essentiel des murs porteurs, si son intérêt architectural et patrimonial en justifie le maintien, sous réserve de destinations compatibles avec le caractère de la zone. <p>En sous-secteur NUKz de St Hugon, sont autorisés : non modifié.</p>

<p>En NL, sont autorisés : non modifié.</p> <p>Dans tous les cas, les projets devront respecter les règles suivantes imposées à toute construction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - accès et sécurité incendie, - alimentation en eau potable, électricité et assainissement. <p>Dans les secteurs indicés « z », soumis à des risques naturels, les occupations et utilisations du sol admises devront respecter les prescriptions du plan d'indexation en « z » figurant en annexe du Règlement et nécessitant la consultation préalable du plan (document 3.1.3).</p> <p>Pour les constructions repérées en Nu et par une étoile, toute constructibilité est liée à la présence ou la faisabilité de l'assainissement, des réseaux, des accès et des dispositions liées à la sécurité.</p>	<p>En NL, sont autorisés : non modifié.</p> <p>Dans tous les cas, les projets devront respecter les règles suivantes imposées à toute construction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - accès et sécurité incendie, - alimentation en eau potable, électricité et assainissement. <p>Dans les secteurs indicés « z », soumis à des risques naturels, les occupations et utilisations du sol admises devront respecter les prescriptions du plan d'indexation en « z » figurant en annexe du Règlement et nécessitant la consultation préalable du plan (document 3.1.3).</p> <p>Pour les constructions repérées en Nu et par une étoile, toute constructibilité est liée à la présence ou la faisabilité de l'assainissement, des réseaux, des accès et des dispositions liées à la sécurité.</p>
<p>Articles N 5 à N 9</p> <p>De par la définition de cette zone, les constructions qui pourront être autorisées auront un caractère fortuit ou exceptionnel.</p> <p>En conséquence, les conditions de l'occupation du sol seront déterminées suivant la zone dont le caractère est le plus directement assimilable au contexte du projet.</p>	<p>Articles 5 à 7 : non modifiés.</p> <p>Article N 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE</p> <p>L'annexe s'implantera pour tout ou partie à une distance de 10 mètres au maximum de l'habitation.</p> <p>Article N 9 – EMPRISE AU SOL</p> <p>Les bâtiments d'habitation peuvent faire l'objet d'une extension limitée à 30 m² d'emprise au sol (toute extension est comptabilisée à partir de l'approbation du PLU)</p> <p>L'emprise au sol de l'annexe aux habitations situées en zone Naturelle est limitée à 30 m².</p>

Article N 10 HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur est définie comme la différence de niveau entre tout point de la construction et le sol de référence à son aplomb.

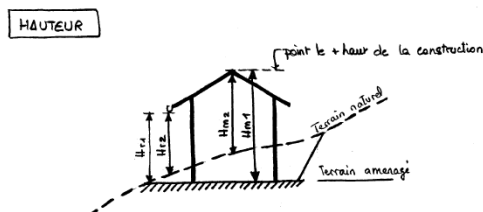
_ La **hauteur relative (Hr)** est mesurée entre :

- l'égout de toiture et le terrain aménagé après travaux si celui-ci est plus bas que le terrain naturel d'origine (Hr1)
- l'égout de toiture et le terrain naturel dans le cas contraire (Hr2)

_ La **hauteur maximale (Hm)** est la hauteur de la construction, elle est mesurée entre :

- le point le plus haut de la construction et le terrain aménagé après travaux si celui-ci est plus bas que le terrain naturel d'origine (Hm1)
- le point le plus haut de la construction et le terrain naturel dans le cas contraire (Hm2).

(cf. croquis suivant)



De par la définition de cette zone, les constructions qui pourront être autorisées auront un caractère fortuit ou exceptionnel.

En conséquence, **les conditions de l'occupation du sol seront déterminées suivant la zone dont le caractère est le plus directement assimilable au contexte du projet.**

En sous secteur Nu :

Pour les annexes séparées du bâtiment principal, la hauteur relative (Hr) est limitée à 2 mètres, et la hauteur maximale (Hm) ne doit pas excéder 4 mètres.

Article N 10 HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur est définie comme la différence de niveau entre tout point de la construction et le sol de référence à son aplomb.

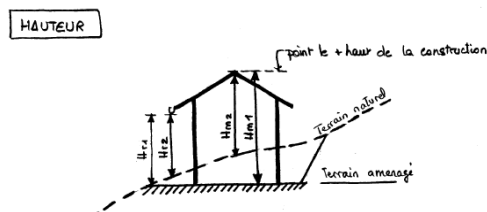
_ La **hauteur relative (Hr)** est mesurée entre :

- l'égout de toiture et le terrain aménagé après travaux si celui-ci est plus bas que le terrain naturel d'origine (Hr1)
- l'égout de toiture et le terrain naturel dans le cas contraire (Hr2)

_ La **hauteur maximale (Hm)** est la hauteur de la construction, elle est mesurée entre :

- le point le plus haut de la construction et le terrain aménagé après travaux si celui-ci est plus bas que le terrain naturel d'origine (Hm1)
- le point le plus haut de la construction et le terrain naturel dans le cas contraire (Hm2).

(cf. croquis suivant)



De par la définition de cette zone, les constructions qui pourront être autorisées auront un caractère fortuit ou exceptionnel.

En conséquence, **les conditions de l'occupation du sol seront déterminées suivant la zone dont le caractère est le plus directement assimilable au contexte du projet.**

En sous-secteur Nu **et pour les annexes aux habitations situées en zone N (non incluses dans les secteurs Nu) :**

Pour les annexes séparées du bâtiment principal, la hauteur relative (Hr) est limitée à 2 mètres, et la hauteur maximale (Hm) ne doit pas excéder 4 mètres.

1.2.3 Incidences de l'évolution du PLU

Les incidences sur la biodiversité et le paysage de cette évolution du PLU restent très limitées, dans la mesure où seule une habitation localisée dans l'enveloppe urbaine est susceptible d'être concernée. Il n'y aura pas d'incidence agricole car les terrains constituent le jardin d'agrément de l'habitation. Le PIZ n'identifie aucun risque sur le secteur.

2 COMPATIBILITE DE LA MODIFICATION AVEC LE CODE DE L'URBANISME ET AVEC LE SCOT DE METROPOLE SAVOIE

2.1 COMPATIBILITE AVEC LE CODE DE L'URBANISME

La présente procédure ne remet pas en cause les orientations définies au Projet d'Aménagement et de Développement Durables, ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole, naturelle ou forestière et ne comporte pas de risques de nuisances. Il s'agit donc bien d'une modification.

Elle n'a pas pour objet de majorer de plus de 20% les possibilités de construire résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles, de diminuer ces possibilités de construire ou de réduire une zone urbaine ou à urbaniser.

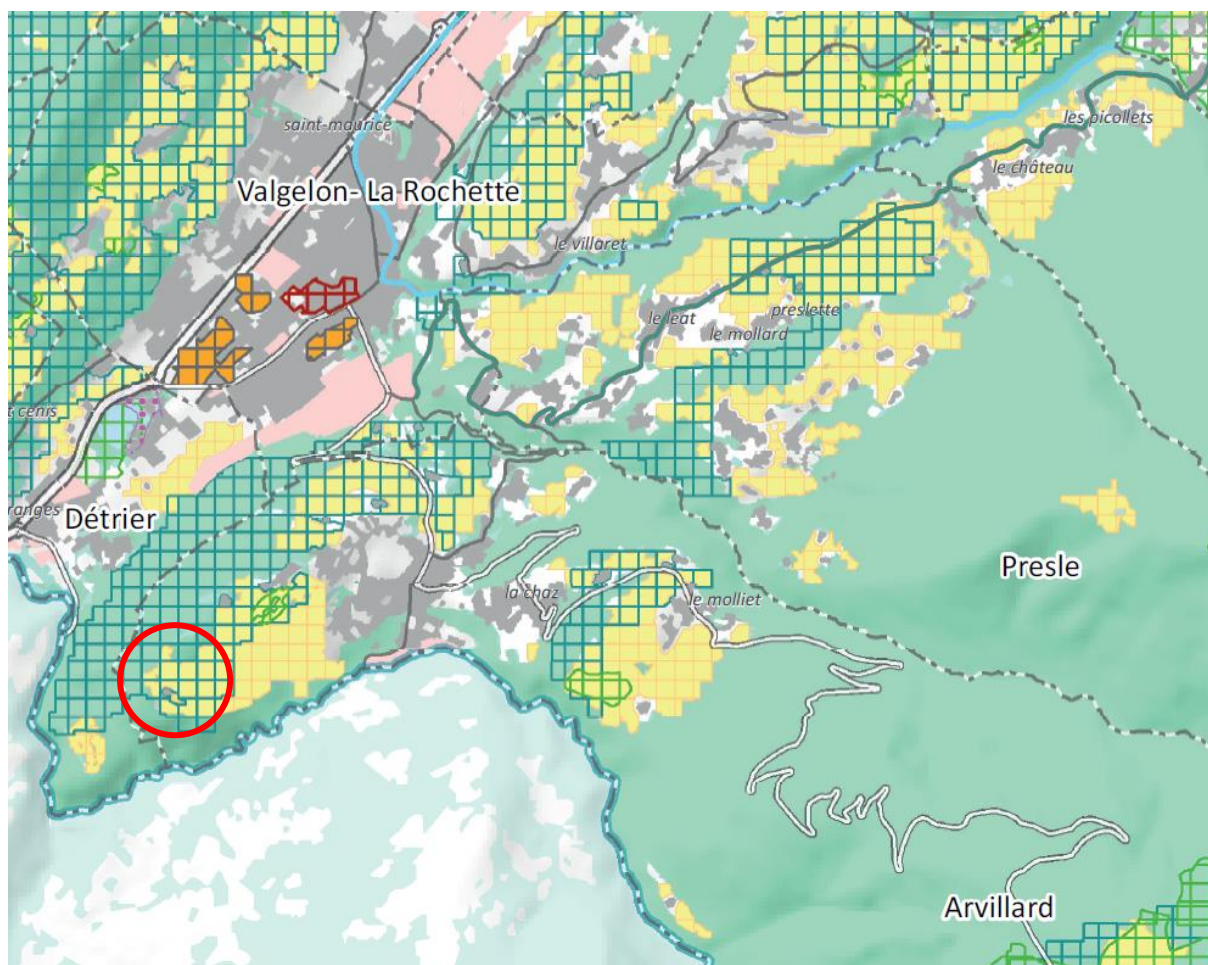
La présente procédure peut donc être menée sous une procédure simplifiée, avec mise à disposition du public à la place de l'enquête publique. Elle sera notifiée aux Personnes Publiques Associées.

2.2 COMPATIBILITE AVEC LE SCOT

La présente modification ne remet pas en cause la compatibilité du PLU avec le Schéma de Cohérence Territoriale Métropole Savoie approuvé le 08 février 2020.

L'évolution « sectorielle » du Châtelard respecte la carte « Equilibre développement – protection » du Document d'Orientation et d'Objectifs. Le site est identifié « espace paysager », comme une bonne partie du Mont Pezard. Les prairies alentours sont concernées par un enjeu agricole. Cependant, le projet de local apicole est situé sur une plateforme vers la carrière, terrain sans intérêt agricole. Le DOO précise : « Lorsque ces espaces d'intérêt paysager couvrent également des espaces agricoles identifiés par la carte de synthèse « Equilibre Développement - Protection », un soin tout particulier devra être apporté à l'insertion paysagère des bâtiments agricoles et des autres constructions et installations autorisées en zone agricole par les documents d'urbanisme. » L'article 11 relatif à l'aspect des constructions répond à cet objectif particulier. Par ailleurs, le site choisi est particulièrement discret dans le paysage.

Carte 8 : Extrait du SCOT



Equilibre Développement - Protection
SCoT Métropole Savoie

Protection

- Espace agricole
- Espace viticole
- Espace à fort intérêt écologique
- Espace Paysager
- Espace sportif - récréatif
- Route verte
- Route rurale de caractère

Développement

- Pôle préférentiel à dominante Habitat
- Pôle préférentiel à dominante Economique
- Pôle préférentiel de Renouvellement urbain
- Réserve foncière long terme

Fond de carte

- Espace naturel
- Espace naturel en eau
- Espace artificialisé à dominante habitat ou mixte
- Espace artificialisé à dominante activité
- Limite communale
- Rivière principale
- Aéroport
- Voie ferrée
- Route principale
- Route secondaire

3 TABLEAU DES SURFACES

Le tableau des surfaces n'est pas modifié, puisqu'il ne distingue pas les zones Agricole A des secteurs As.

Zones du PLU	Surfaces totales suite à modification de 2014 (en ha)	Surfaces disponibles au PLU pour l'habitat (en ha)	Surfaces totales suite à modification simplifiée de 2021 (en ha)
UA	9.91		9.91
UC	6.22	1.05	6.22
UD	31.84	5.52	31.84
UE	2.39		2.39
UK1	0.385		0.385
UK2	2.53		2.53
Total zones Urbaines	53.275		53.275
AU	1.18	En totalité	1.18
AUc	1.25	En totalité	1.25
AUd	4.35	En totalité	4.35
AUk	0.235	En totalité	0.235
Total zones A Urbaniser	7.015		7.015
A	238.89		238.89
TOTAL zones Agricoles	238.89		238.89
Nu	6.87		6.87
Nuk	0.4		0.4
NL	3.71		3.71
N	2617.11		2617.11
TOTAL zones Naturelles	2628.09		2628.09
TOTAL commune	2927.27	13.585	2927.27

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Table des figures

Figure 1 : Extrait du zonage de l'aléa sur le secteur du Chatelard	11
Figure 2 : Zonage actuel	12
Figure 3 : Zonage proposé	12
Figure 4 : Zonage proposé – zoom sur le parcellaire	12
Figure 5 : Superposition du zonage Agricole et de la carte des aléas.	14

Table des photos

Photo 1 : Vue sur le site depuis le chemin au sud-ouest	6
Photo 2 : Vue directe sur le site depuis le chemin à l'ouest	7
Photo 3 : Vue sur le site depuis le chemin, légèrement au nord-ouest.....	7
Photo 4 : Vue depuis le site en direction de l'ouest.....	7
Photo 5 : Construction classée en zone Naturelle	15

ANNEXE

Alp'Géorisques, Expertise des risques naturels au niveau d'un projet de miellerie au lieu-dit Le Châtelard, commune d'Arvillard, rapport de synthèse, avril 2021.

M. Laelien Bouvier
710, chemin du Mont Pezard
73110 Arvillard

Expertise des risques naturels au niveau d'un projet de miellerie au lieu-dit le Châtelard, commune d'Arvillard

Rapport de synthèse



	Référence	21041461	Version	2.0
	Date	Avril 2021	Édition	26/04/2021

ALP'GEORISQUES – Z.I. – 52, rue du Moirond – Bâtiment M1 – 38420 (OME) E * +RANCE

Tél. : 04-76-77-92-00 Fax : 04-76-77-55-90

sarl au capital de 18 300 € – Siret : 380 934 216 00025 - Code A.P.E. 7112B

N° TVA Intracommunautaire : FR 70 380 934 216

Em il : contact@eori12ues.com – Site Internet : 3tt0-4855_a#0eoris2ue1.com4

Identification du document

Projet	Expertise des risques naturels au niveau d'un projet de miellerie au lieu-dit le Châtelard, commune d'Arvillard		
Sous-titre			
Document	21041461_Expertises_Risques_Naturels_Arvillard_73_v2.0.odt		
Référence	21041461		
Proposition n°	D2104056	Référence commande	
Maître d'ouvrage	Laelien Bouvier	710, chemin du Mont-Pezard, 73110 Arvillard	
Maître d'œuvre ou AMO	/		

Modifications

Version	Date	Description	Auteur	Vérifié par
1.0	24/04/2021	Rapport premier jet	GD	DMB
2.0	26/04/2021	Rapport définitif	GD	DMB

Diffusion

Chargé d'études	Gatien DOUCHET	04 76 77 92 00	
Diffusion	Papier		
	Numérique	✓	

Archivage

N° d'archivage (référence)	21041461
Titre	Expertise des risques naturels au niveau d'un projet de miellerie au lieu-dit le Châtelard, commune d'Arvillard
Département	73
Commune(s) concernée(s)	Arvillard
Cours d'eau concerné(s)	/
Région naturelle	Belledonne
Thème	Expertise PIZ
Mots-clefs	expertise, risques naturels, PIZ

TABLE DES MATIÈRES

I. PRÉAMBULE.....	5
II. PRÉSENTATION (DU PROJET).....	9
II.1. Localisation.....	9
II.2. Enjeu environnemental immédiat du projet.....	9
II.3. Synthèse des données géologiques.....	?
II.4. Situation du projet par rapport aux documents de référence.....	'
II.4.1. Plan de Prévention des Risques Naturels (PPR) B.....	'
II.4.2. Plan d'occupation des zones (POS).....	'
III. EXPERTISE.....	'
III.1. Terminologie.....	'
III.2. Connaissance de la zone.....	::
III.2.1. Histoire de la zone.....	::
III.2.2. Occupation du territoire.....	::
III.3. Thématique du front de travail.....	12
III.3.1. Structure du front de travail.....	12
III.3.2. Présentation de la structure.....	12
III.4. Analyse de la zone.....	\$
IV. CONCLUSION.....	&

I. Préambule

Ce rapport a été rédigé à la demande de M. Laelien Bouvier, 710, chemin du Mont-Pezard, 73110 Arvillard, par la société Alp'Géorisques – Z. I. des Peupliers – 52, rue du Moirond – 38 420 Domène.

Il fait suite à des reconnaissances de terrain effectuées le 20 avril 2021 par Monsieur Didier MAZET – BRACHET, gérant de la société Alp'Géorisques.

Cette expertise fait suite à un projet de miellerie sur la commune d'Arvillard au lieu-dit Le Châtelard. Le projet est situé au niveau d'une ancienne carrière et à proximité de l'ancien front de taille pouvant générer des chutes de blocs et de pierres. La commune d'Arvillard est dotée d'un PIZ (Plan d'Indexation en « Z »), mais l'assiette du projet n'est pas couverte par cette cartographie.

L'objectif de l'étude est de déterminer la stabilité du front de taille et les risques encourus vis-à-vis du projet. À ce jour, aucun plan, ni permis de construire n'a été établi pour le projet de miellerie.

II. Présentation du projet

II.1. Localisation

Le terrain étudié se situe au lieu-dit Le Châtelard, à environ 1,5 kilomètre du bourg d'Arvillard, à l'extrémité ouest de la commune. La commune est située à 33 km au sud d'Albertville et 20 km à l'est de Chambéry (Figure II.1). Le projet est situé sur un tènement constitué de 4 parcelles de la section 0A : 1766, 1276, 1275 et 2403.

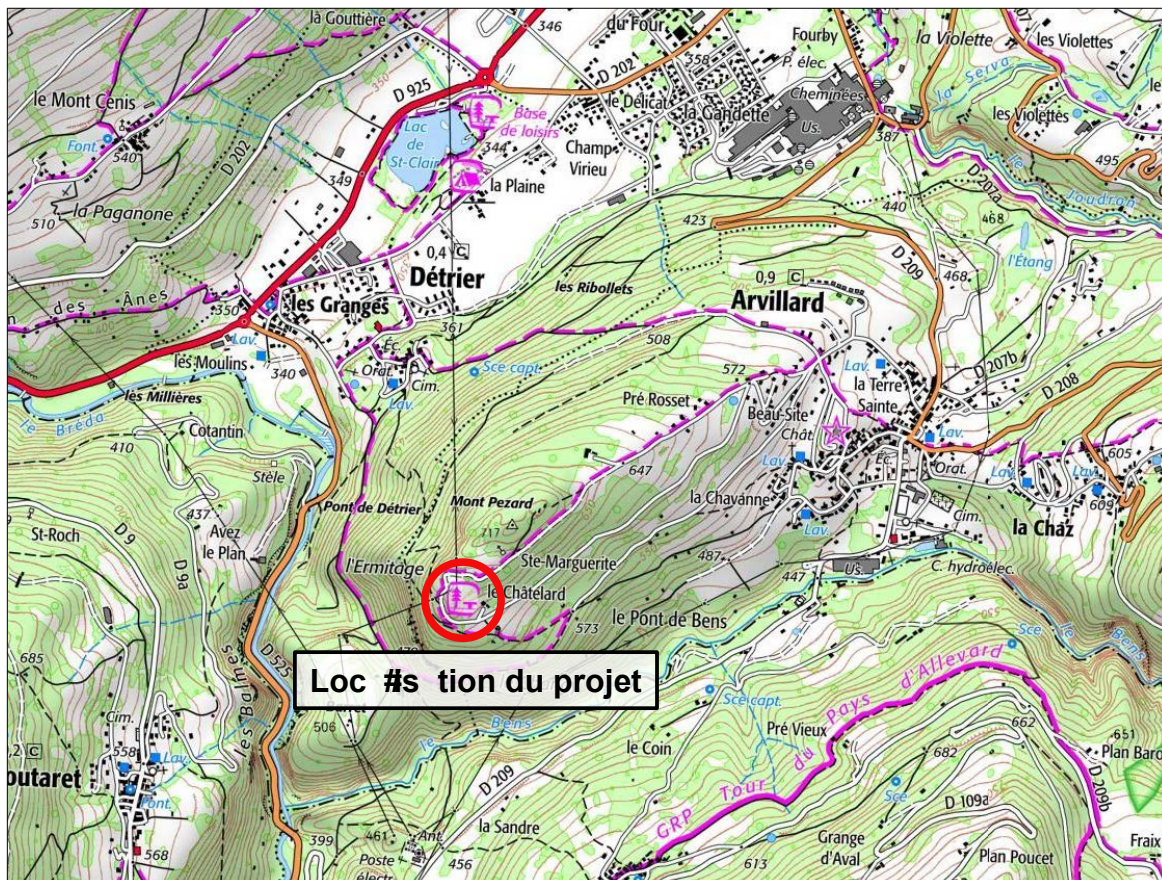


Figure II.1: Localisation du projet, source : www.geoportail.gouv.fr

II.2. Environnement immédiat du projet

La zone d'étude est située sur le versant sud-ouest du Mont Pezard, au niveau du carreau d'une ancienne carrière. Cette carrière a été exploitée jusqu'au début du XX^es pour produire des ardoises qui ont couvert les besoins des habitations de la commune d'Arvillard et de ses environs (Figure II.2).

Aujourd'hui, cette carrière n'est plus utilisée. Il demeure cependant l'ancien front de taille de l'ardoisière dont la hauteur est comprise entre 5 et 11 m. La zone de la carrière est aujourd'hui déboisée. Le carreau est occupé inégalement par un remblai irrégulier, constitué de refus d'exploitation, sur plusieurs mètres d'épaisseur.

La partie centrale a été aplanie et est actuellement utilisé pour un stockage temporaire de bois de

chauffage

Au sud, de la zone du projet, au niveau de la limite entre les parcelles 2403 et 1275, on observe un talus d'environ 2 mètres de haut. Le front de taille continue vers le sud, vers une zone boisée, non étudié car situé en dehors de la zone du projet.

Au nord, au niveau de la parcelle 1766, l'ancienne carrière n'a pas été remblayée, formant un talus de plusieurs mètres de haut jusqu'au pied de l'ancien front de taille d'une hauteur de 11 m au maximum à cet endroit. Il se prolonge vers l'ouest de la parcelle pour longer le chemin communal, tout en diminuant de taille, avant de disparaître

L'ancien front de taille de la carrière recoupe les quatre parcelles du projet, avec une orientation nord-sud. Au centre de la zone du projet, sur les parcelles 1276 et 2175, le front de taille mesure entre 6 et 8 m de haut. Au sud de la zone du projet, le front de taille mesure 8 m de haut et se prolonge dans une zone boisée située en dehors de la zone d'étude.

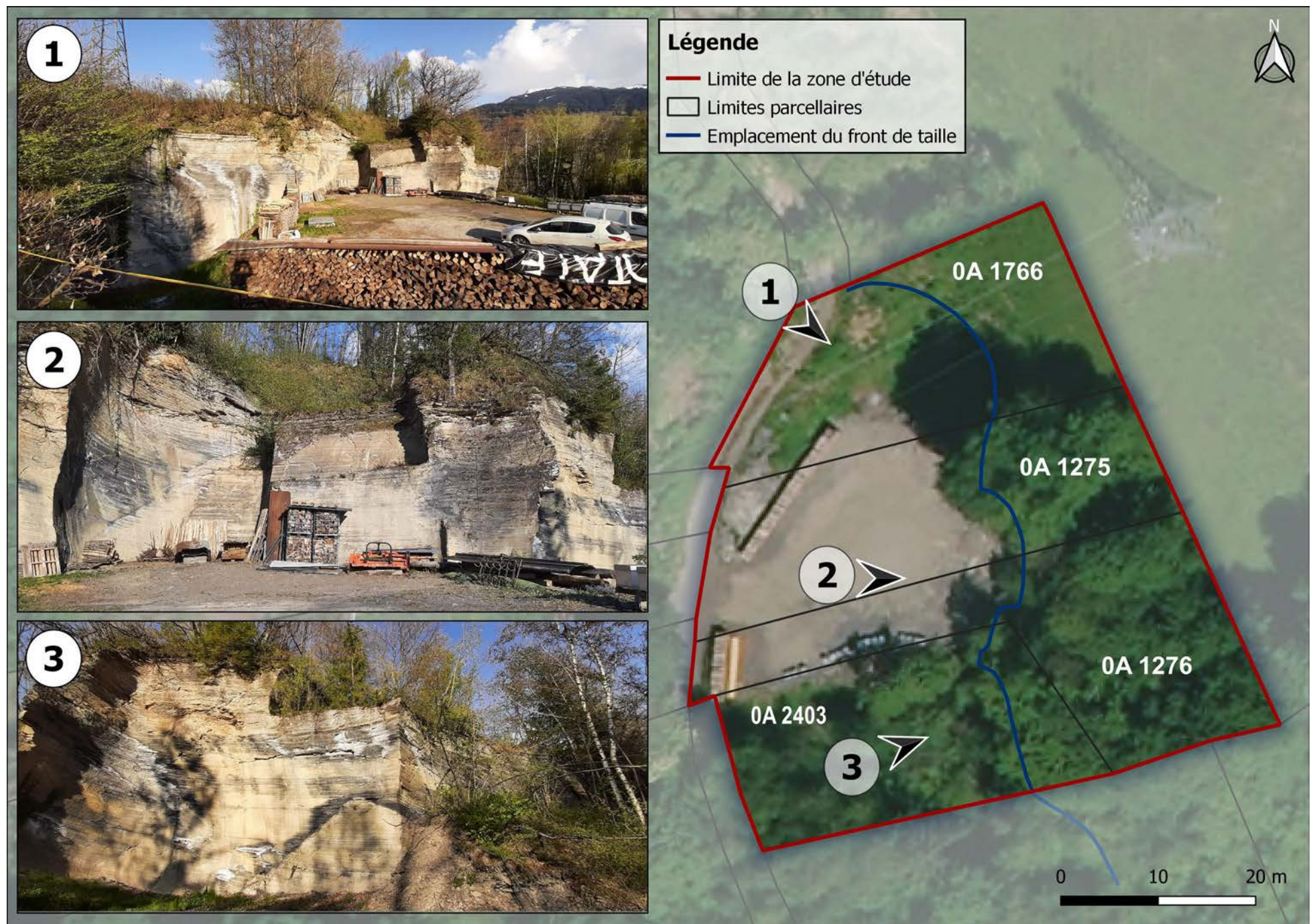


Figure II.2: Emplacement du front de taille et environnement immédiat du projet

II.3. Contexte géologique

La commune d'Arvillard est située dans le massif de Belledonne, au niveau de la colline du Mont-Pezard qui se trouve dans la continuité géologique et morphologique de la montagne de Bramefarine (Figure II.3).

La montagne de Bramefarine est une formation, pratiquement azoïque (ne présentant aucune trace de vie animale fossile), rapporté au Bajocien, étage du Jurassique moyen et correspondant à un âge compris entre $-170 \pm 1,4$ et $-168,3 \pm 1,3$ millions d'années.

Cette formation est composée d'une alternance irrégulière de calcaires argileux fortement schisteux et micacés et de schistes argileux pour une épaisseur évaluée entre 600 et 1 000 m. Les calcaires présentent une cassure noire ou bleuté et une patine grise nervurée de rouille. L'épaisseur des bancs calcaires est variable entre 30 à 60 cm d'épaisseur pour les bancs les plus importants. De manière générale l'épaisseur est d'ordre centimétriques à décimétriques et ces bancs sont séparés par de minces lits schisteux.

Cette formation présente une orientation des couches et de la schistosité vers l'Est (entre N 40° E et N 50° E). Les bancs calcaires se débitent en dalles ou en plaquettes et/ou en baguettes, suivant l'intensité de la schistosité.

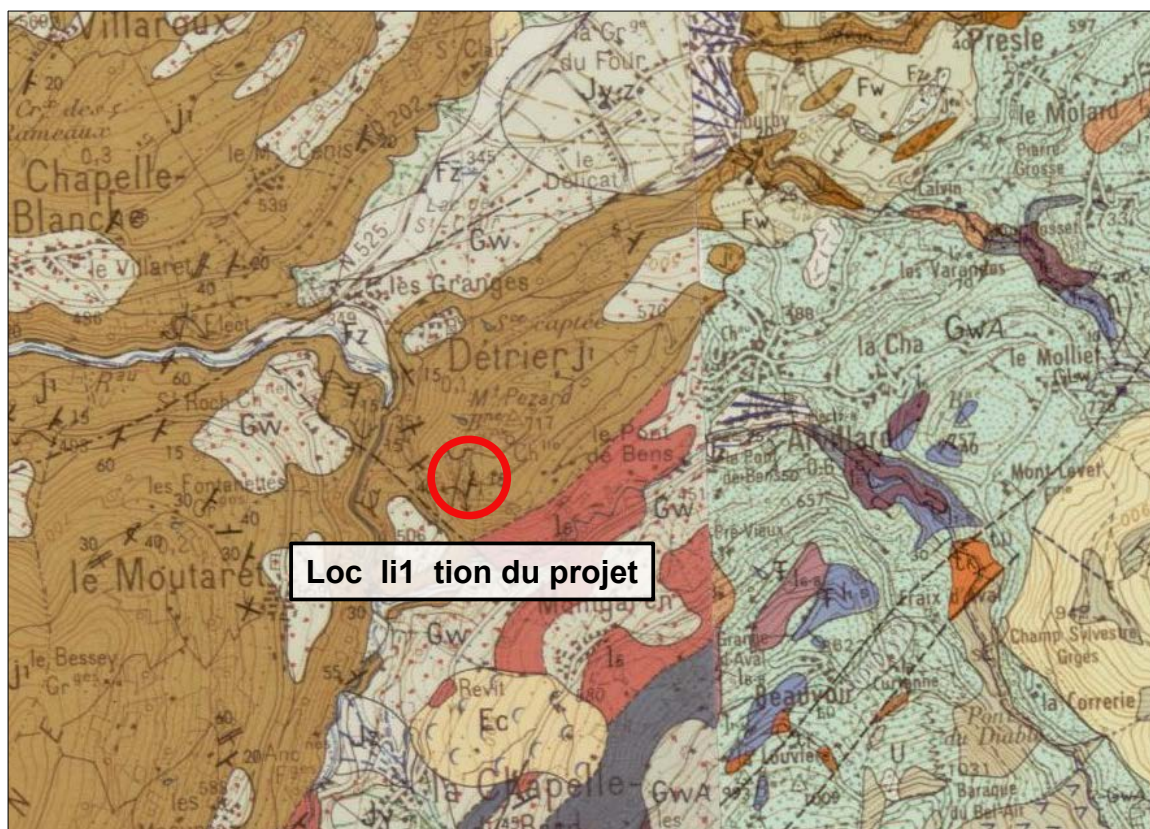


Figure II.3: Extrait de la carte géologique au niveau de la zone d'étude, source : www.infoterre.brgm.fr

II.4. Situation du projet par rapport aux documents de référence

II.4.1. Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN)

La commune d'Arvillard ne fait pas l'objet d'un Plan de Prévention des Risques (PPR).

II.4.2. Plan d'Indexation en « Z » (PIZ)

La commune d'Arvillard dispose d'un Plan d'Indexation en « Z » (PIZ) élaboré en novembre 2002. La cartographie de ce document ne prend pas en compte la zone de notre étude (Figure II.4).

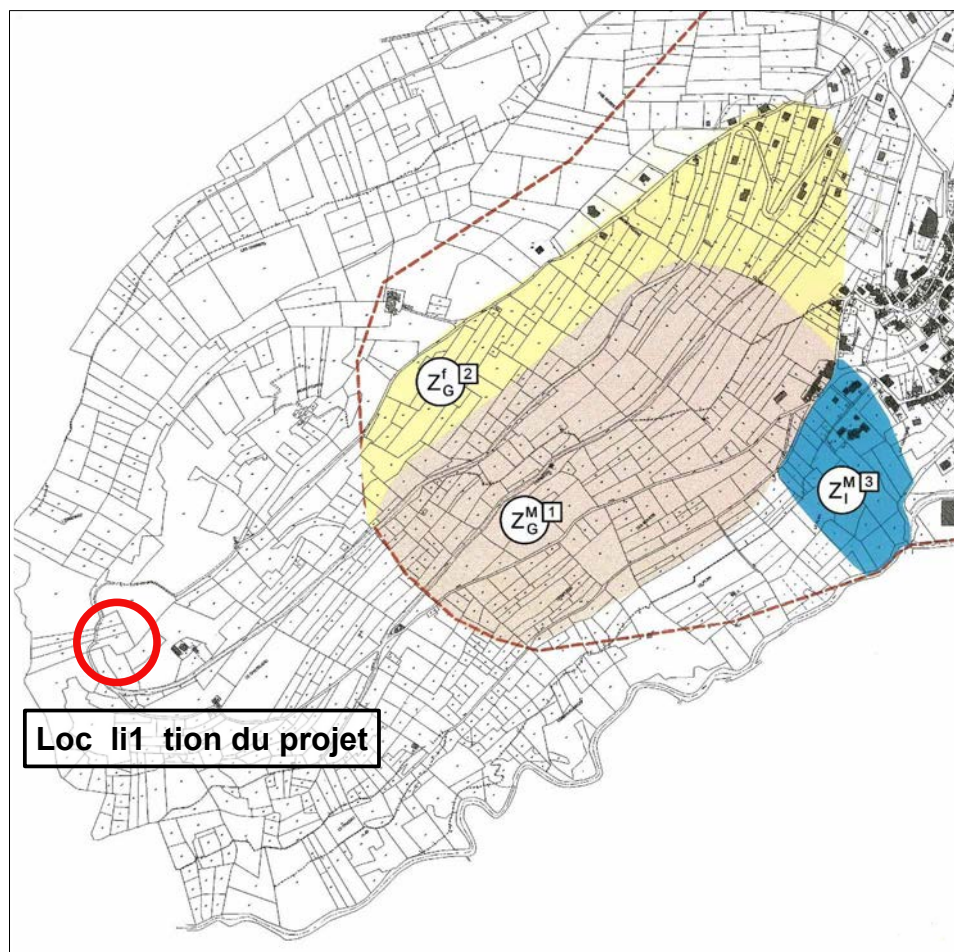


Figure II.4: Extrait du PIZ de la commune d'Arvillard

III. Expertise

III.1. Terminologie

Le terme générique de chute de roches est utilisé ici pour désigner l'ensemble des phénomènes présents dans la zone étudiée. Il recouvre :

- des chutes de pierres et de blocs provenant des falaises et des barres rocheuses ;
- des chutes de pierres provenant des escarpements et des talus rocheux ;

- des chutes de pierres pouvant résulter du basculement d'arbres en tête d'escarpement ;
- des éboulements en masse correspondant à la déstabilisation de compartiments massifs de schistes (plusieurs dizaines à plusieurs centaines de mètres cubes).

Ces phénomènes traduisent des mécanismes divers et ont des activités et des intensités très variables. Ils se développent à partir de zones de départ très différentes.

Les phénomènes de chute de roches sont définis comme le décrochement et la propagation de masses rocheuses sous l'action de la gravité. On distingue communément :

- les chutes de pierres, qui mobilisent des éléments dont le volume unitaire est de quelques décimètres cubes et un volume total maximal de quelques dizaines de mètres cubes ;
- les chutes de blocs, qui mobilisent des éléments dont le volume unitaire est de quelques décimètres cubes à quelques mètres cubes et un volume total maximal de quelques milliers de mètres cubes.

On considère la propagation de blocs isolés et non la propagation de masse d'éléments qui interagissent entre eux.

III.2. Connaissance des phénomènes

III.2.1. Phénomènes historiques

Aucun événement historique n'a été recensé au niveau de l'emprise de l'étude par la commune ou les services déconcentrés de l'état (RTM, BRGM), ni par d'éventuels témoins.

III.2.2. Observations de terrain

On observe un front de taille orienté Nord-Sud et qui traverse l'ensemble des parcelles de la zone d'étude. Ce front de taille est sub-vertical et mesure entre 5 à 11 m de haut.

Sur la partie nord, le front de taille mesure jusqu'à 11 m de haut. celui-ci présente peu de fissures ou d'éventuels signes d'instabilités.

Sur la partie centrale, au niveau des parcelles 1275 et 1766, la hauteur du front de taille varie entre 6 et 8 m de haut, celui-ci ne présente pas de signe d'instabilité majeur, ni de fissure ouverte majeure.

Sur la partie du sud, au niveau de la parcelle 2403, la hauteur maximale du front de taille est d'environ 8 m, celui-ci présente une fissure de plusieurs mètres qui recoupe les couches de schistes argileux et qui délimite un dièdre de plusieurs dizaines de m (Figure III.1).



Figure III.1: Fissure recoupant les couches de schistes argileux

En tête d'escarpement, une couche métrique de roche altérée (Figure III.2) est visible sous la couche de sol forestier. Le débit de la roche est assez fin dans cette couche (quelques dm³) et la présence d'arbre peut être à l'origine de départ de blocs (action des racines, basculement des arbres, etc.).



Figure III.2: Altération de la roche en tête d'escarpement.

III.3. Typologie du front de taille

III.3.1. Structure du front de taille

Au niveau du front de taille, on observe des bancs schisteux, les couches présentent une orientation vers l'Est entre 30 et 50°. L'ensemble du front de taille a fait l'objet d'une exploitation manuelle (au pic).

III.3.2. Prédisposition à la rupture

Au niveau de la zone sud, une fissure de plusieurs mètres recoupent les couches de schistes, cette fissure présente une orientation vers l'ouest pour une pente d'environ 45°. Ce secteur est particulièrement prédisposer à la rupture, avec des blocs de grandes tailles et une probabilité d'occurrence moyenne.

Sur le reste de l'exploitation le front de taille apparaît assez homogène et relativement sain. La rupture de dièdres à la faveur de fractures plus ou moins matérialisées n'est toutefois pas à exclure, y compris avec des volumes respectables. La probabilité d'occurrence est ici faible.

La partie supérieure du front de taille est quasiment partout recouverte par une couche de sol et de la végétation (arbustes, arbres). On y observe une altération de la roche et l'apparition d'un débit en pierres et blocs de petite taille.

Des départs de pierres et de petits blocs peuvent ainsi survenir au niveau du sommet du front de taille, avec une probabilité d'occurrence forte, mais une intensité faible.

III.4. Analyse de l'aléa

La zone du projet à proximité du front de taille a été découpée en plusieurs secteurs. Il a été retenu des zones d'aléas moyen et fort de chute de blocs en propagation et en régression.

La largeur de la zone d'aléa de propagation dépend de la hauteur du front de taille. Cette largeur de la zone d'aléa de propagation est équivalente à la hauteur du front de taille. Pour la zone située au nord du front de taille, le pied du front de taille est situé en contre-bas, un talus remonte d'une hauteur d'environ 2 m remonte vers le replat. Pour cette zone il a été retenu une largeur de 8 m pour la zone d'aléa de propagation, cette largeur diminue à mesure que la hauteur du front de taille diminue.

La zone située au sud de l'emplacement du projet a été classée en zone d'aléa fort de propagation, compte tenu de la probabilité d'occurrence moyenne de chute d'un volume important sur une largeur de 8 m.

Une bande de sécurité de 5 m de large, à partir du sommet du front de taille, a été classée en zone d'aléa fort de régression.

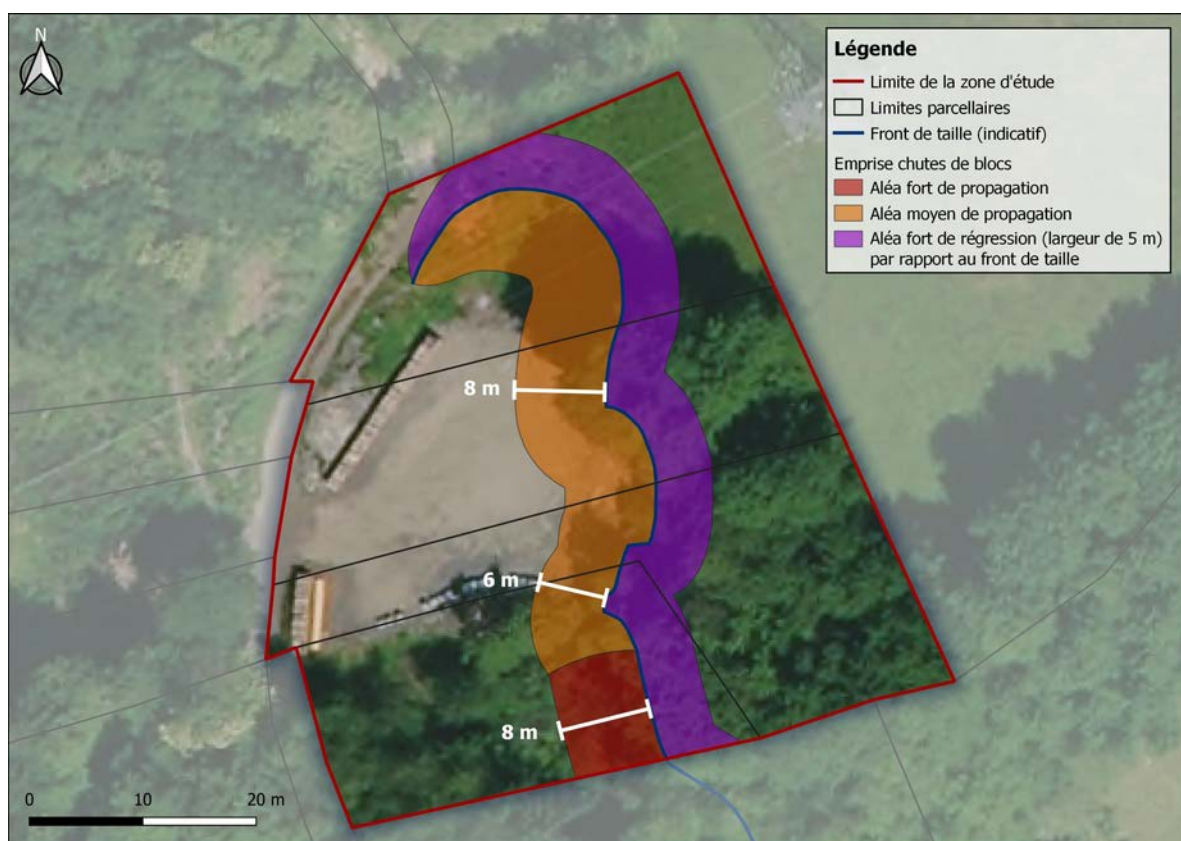


Figure III.3: Zonage de l'aléa

Aucun autre aléa n'a été identifié sur les parcelles étudiées.

IV. Conclusion

Le risque de chutes de blocs et de pierres est présent sur la zone du projet, une partie des parcelles 1755, 2403, 1276 et 1275 est classée en zone d'aléa moyen de propagation et la partie sud de la parcelle 2403 est classée en zone d'aléa fort de propagation.

Le projet de miellerie est réalisable sans adaptation, si l'infrastructure est construite en dehors des zones d'aléa moyen ou fort de propagation. Le projet devra, pour cela, être installé à une distance comprise entre 6 et 8 m du pied du front de taille (selon son implantation).

Dans la zone d'aléa moyen de propagation, les constructions sont possibles sous réserve d'une adaptation du projet (renforcement intrinsèque du projet, pose d'un filet plaqué, ancrage) à définir en fonction du projet. Il est toutefois recommandé de ne rien construire dans cette zone et de limiter la circulation des piétons (risque de chute de pierres à forte probabilité d'occurrence).

Dans la zone d'aléa fort de propagation, les constructions sont interdites.

Il est également recommandé d'élaguer les arbres situés au sommet du front de taille sur une largeur de 5 m à partir du sommet du front de taille pour éviter l'érosion régressive. La zone d'aléa fort de régression située au sommet du front de taille, sur une largeur de 5 m, est inconstructible.

Aucun autre risque naturel n'a été repéré sur la zone d'étude.

Mise en ! arde - Le bâtiment sera probablement fondé sur un remblai constitué de déchets ardoisiers, refus de l'exploitation. Ce sol de fondation pourrait se révéler hétérogène. Une étude géotechnique préalable à la construction est vivement conseillée pour adapter les fondations et pallier les risques de désordres structurels.

BIBLIOGRAPHIE

1. , **rte topogr phique** « série bleue » au 1/25 000 – IGN
2. , **rte !< ologique de # Fr nce** au 1/50 000 Feuille n°749 – BRGM
3. **P#an cadastr #** au 1/5000 de la commune d'Arvillard
4. **P# n d'Inde> tion en DZ E** de la commune d'Arvillard – novembre 2020
5. www.geoportail.fr
6. www.infoterre.brgm.fr



ALP'GEORISQUES - Z.I. - 52, rue du Moirond - Bâtiment Magbel - 38420 DOMENE - FRANCE
Tél. : 04-76-77-92-00 Fax : 04-76-77-55-90
sarl au capital de 18 300 €
Siret : 380 934 216 00025 - Code A.P.E. 7112B
N° TVA Intracommunautaire : FR 70 380 934 216
Email : contact@alpgeorisques.com
Site Internet : <http://www.alpgeorisques.com/>